

# Caricatures: la position de Justin Trudeau sous le feu des critiques

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 55 min, mis à jour il y a 42 min



Le premier ministre canadien Justin Trudeau. DAVE CHAN / AFP

Le premier ministre québécois François Legault a critiqué lundi 2 novembre la position de Justin Trudeau sur les «*limites*» de la liberté d'expression, objet d'un vif débat au Parlement, et a soutenu celle d'Emmanuel Macron après la polémique sur les caricatures de Mahomet. «*Je suis vraiment totalement en désaccord avec M. Trudeau. Il faut protéger la liberté d'expression*», a affirmé François Legault lors d'un point presse. «*Je suis d'accord avec Emmanuel Macron*», a-t-il

ajouté. *«On ne peut pas accuser des personnes qui ont fait des caricatures»*, a expliqué François Legault. *«On ne peut pas justifier de cette façon-là de la violence»*.

Le Premier ministre canadien, interrogé vendredi sur la liberté de critiquer le prophète Mahomet comme l'a fait *Charlie Hebdo*, avait estimé que la liberté d'expression n'était *«pas sans limite»*, et ne devait pas *«blesser de façon arbitraire et inutile»* certains groupes ou communautés. Tout en condamnant les récents attentats terroristes en France, Justin Trudeau prenait ainsi ses distances avec la position du président français, qui a fermement défendu le droit à la caricature au nom de la liberté d'expression. Ces déclarations, après la décapitation le 16 octobre par un islamiste d'un enseignant français, Samuel Paty, qui avait montré à ses élèves des caricatures du prophète de l'islam, ont entraîné des manifestations antifrançaises dans plusieurs pays musulmans ces derniers jours.

Les prises de position de Justin Trudeau, chantre du multiculturalisme et du respect des minorités, ont également été dénoncées par plusieurs députés d'opposition lors d'un débat sur la liberté d'expression à la Chambre des communes. *«La formation politique que je représente se dissocie sans équivoque (...) du grave manque de courage exprimé par le Premier ministre du Canada quant à l'étendue de la liberté d'expression»*, a lancé le chef du Bloc Québécois (Indépendantistes), Yves-François Blanchet.

L'opposition conservatrice lui a emboîté le pas, estimant qu'un Premier ministre devait *«défendre la liberté d'expression»* et non pas *«y mettre des conditions»*. En l'absence du chef du gouvernement aux Communes, son ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne a

réaffirmé que le Canada continuerait de «*défendre avec force la liberté d'expression dans le monde*», appelant à «*éviter de politiser cette question*».